

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du                    Secrétariat

à                    la Convention

---

Objet :            "Cercle de discussion" sur la procédure budgétaire

---

Les membres de la Convention sont priés de trouver ci-joint le cadre des travaux du "cercle de discussion" sur la procédure budgétaire, tel que défini par le Praesidium. Il sera présidé par M. Henning Christophersen.

Le cercle devrait avoir une composition très restreinte en fonction de l'expertise spécifique requise en la matière.

La première réunion est prévue pour le mardi 18 mars à 14.30.

## **Cadre des travaux du "cercle de discussion" procédure budgétaire**

1. Le groupe de travail IX "simplification" avait abordé la problématique relative à la simplification de la procédure budgétaire dans son rapport.

La Convention lors de la session plénière des 5 et 6 décembre 2002, n'a pas confirmé les recommandations du groupe concernant les modalités de la procédure budgétaire annuelle. Néanmoins, un certain consensus s'est dégagé en ce qui concerne le principe d'adoption conjointe du budget par les deux branches de l'autorité budgétaire, Parlement européen et Conseil, sur la base d'une procédure de codécision simplifiée.

La Convention a accueilli positivement la proposition de constitutionnaliser les perspectives financières qui font l'objet actuellement d'un accord interinstitutionnel. En fait, lors du débat les deux questions sont apparues étroitement liées. Pour nombre des conventionnels, la simplification de la procédure budgétaire annuelle est indissociable de l'inscription des perspectives financières dans la Constitution devenant ainsi juridiquement obligatoires.

2. Le projet d'article 40 proposé par le Praesidium s'est inspiré de cette approche. Il s'agit d'un schéma de procédure qui reflète les seuls points qui ont fait l'objet d'un consensus au sein de la Convention. Mais puisque le débat en plénière n'a pas indiqué de solutions détaillées pour les dispositions de la partie II de la Constitution, la réflexion doit se poursuivre dans le cadre du "cercle de discussion" qui devrait examiner les questions suivantes :
  - a) Comment inscrire les perspectives financières dans la Constitution. Cela implique qu'il faudra répondre à la question de savoir quelle doit être la portée des dispositions qui leur seront consacrées et par conséquent quel degré de détail doivent-elles avoir. Le cercle devra se pencher également sur la procédure d'adoption des perspectives pluriannuelles.
  - b) Quelles doivent être les modalités concrètes de la procédure budgétaire simplifiée. Cela implique notamment la nécessité d'examiner la distinction entre les dépenses obligatoires et non obligatoires et ses conséquences.

3. Il est prévu que le "cercle de discussion" se réunisse 3 ou 4 fois au cours du mois de mars et de la première moitié du mois d'avril, de telle façon que son Président puisse présenter les conclusions du cercle à la session de la Convention des 24/25 avril 2003.
-